



**PÔLE PATRIMOINE ET RESSOURCES
OPÉRATIONNELLES**

Direction des Achats

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

**ACCOMPAGNEMENT POUR LA CERTIFICATION RÈGLEMENTAIRE DE DEUX DISPOSITIFS
MÉDICAUX - PROJET RHU BIOFACE - CHU DE TOULOUSE**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Consultation n° 24-2339

ARTICLE 1 DEFINITIONS

Marché : tout contrat, marché ou accord-cadre, conclu sur le fondement du code de la commande publique.

Pouvoir Adjudicateur : personne morale soumise au code de la commande publique, qui passe le marché ou l'exécute, soit seule, soit conjointement avec d'autres personnes morales dans le cadre d'un groupement de commandes.

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : représentant légal du Pouvoir Adjudicateur ou son délégataire.

Responsable du Traitement : Pouvoir Adjudicateur défini ci-avant, responsable d'un traitement de données à caractère personnel soumis au Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après le « R.G.P.D. »).

Titulaire : opérateur économique ou groupement d'opérateurs économiques ayant conclu le marché avec le Pouvoir Adjudicateur. Lorsque le Titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché, il est qualifié de « sous-traitant » au sens du R.G.P.D.

Coordonnateur : personne publique qui assure la passation du marché et son suivi contractuel, pour le compte des membres d'un groupement de commandes.

Établissement : personne publique bénéficiaire du marché en sa qualité de membre d'un groupement de commandes ou d'un groupement hospitalier de territoire.

ARTICLE 2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour but de définir les conditions techniques et financières suivant lesquelles le Titulaire s'engage à exécuter les prestations suivantes :

Accompagnement pour la certification réglementaire de deux dispositifs médicaux - projet RHU BIOFACE - CHU de Toulouse

- Partie technique 1 : Accompagnement dans la définition de la stratégie réglementaire ;
- Partie technique 2 : Accompagnement opérationnel dans la constitution du/des dossier(s) réglementaire(s) ;
- Partie technique 3 : Mise en place d'un Système de Management de la Qualité répondant aux exigences de l'ISO 13485 : 2016.

ARTICLE 3 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 3.1 POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE

Hôtel-Dieu Saint-Jacques

2 rue Viguerie

TSA 80035

31059 TOULOUSE cedex 9

Article 3.2 TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

En l'attente de cette désignation ou à défaut, la personne physique signataire de l'acte d'engagement sera seule habilitée à engager le titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes, dont il transmet les profils à l'acheteur, et dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un interlocuteur unique et un suppléant ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du marché. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, en cas de modification de cet interlocuteur, le titulaire doit en aviser l'acheteur sans délai et proposer un remplacement dans un délai de 14 jours calendaires.

Il communique les motifs de cette modification ainsi que les profils et compétences du remplaçant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'acheteur se réserve le droit de récuser le remplaçant s'il estime que son profil n'est pas équivalent à celui de l'intervenant initial.

Dans ce cas, le titulaire devra présenter un remplaçant adéquat dans les 7 jours calendaires suivant le refus de l'acheteur de telle sorte que le bon déroulement des actions engagées ne soit pas compromis.

Il appartient notamment au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels du présent marché.

Article 3.3 ORDRE DE SERVICE

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Si les observations, dûment motivées, notifiées par le titulaire visent à informer l'acheteur qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse de l'acheteur. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de quinze jours, le titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations.

Concernant le lot n° 12, dans le cadre des marchés de travaux, le titulaire contresigne les ordres de services établis par l'acheteur. Le titulaire ne sera pas autorisé à notifier des ordres de services aux entrepreneurs.

ARTICLE 4 FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché de services.

ARTICLE 5 DECOMPOSITION EN LOTS

Article 5.1 DECOMPOSITION EN LOTS

Le marché n'est pas alloté au motif que son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

ARTICLE 6 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée ferme de cinq (5) ans à compter de sa notification.

ARTICLE 7 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seules foi, sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Document de spécifications techniques et fonctionnelles ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (JORF n° 0078 du 1 avril 2021, NOR : ECOM2106874A).
- L'offre technique du titulaire complétée le cas échéant des éléments apportés à l'issue des négociations.

Le titulaire est réputé accepter sans restriction ni réserves toutes les clauses de l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énoncées. Le cas échéant, les documents pris en compte sont ceux résultant de la négociation.

ARTICLE 8 LIEUX DE LIVRAISON OU D'EXECUTION

Selon le type des prestations, ces dernières seront réalisées :

- soit dans les locaux du Titulaire ;
- soit dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur (tous sites).

En cas de réalisation de prestations dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, si le marché est traité à prix forfaitaire, le forfait de rémunération devra intégrer les frais de déplacement.

ARTICLE 9 DELAIS DE LIVRAISON OU D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations sont précisés à l'article II.2 du document de spécifications techniques et fonctionnelles.

ARTICLE 10 LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

Le titulaire devra se rendre autant que nécessaire et éventuellement à la demande des représentants du CHU de Toulouse, sur les sites du CHU de Toulouse dans le cadre de sa mission d'accompagnement. Le prix de ces éventuels déplacements sont compris dans les prix formulés dans l'annexe financière remise par le titulaire à l'appui de son offre.

Le titulaire réalise également les prestations objet du présent marché en ses locaux.

Les livrables attendus pour chaque partie technique devront être livrés à l'adresse fournie par le CHU de Toulouse en début d'exécution du contrat.

ARTICLE 11 FORMAT DES LIVRABLES

Les livrables attendus doivent être transmis au format électronique.

ARTICLE 12 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Article 12.1 CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG/PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Des équipements de protections individuels et des mesures de protection collective nécessaires à la prévention des risques liées à l'épidémie de COVID19 sont également à la charge du titulaire.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Article 12.2 PRIX DE REGLEMENT

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres renseigné en page de garde de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Article 12.3 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix global forfaitaire, quel que soit le nombre d'heures réellement effectuées par le Titulaire.

Les prix du marché figurent à l'acte d'engagement ou dans ses annexes financières.

Le Titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que le Pouvoir Adjudicateur au titre des opérations liées au présent marché.

Article 12.4 VARIATION DES PRIX

Les prix figurant à l'acte d'engagement ou sur ses annexes financières s'entendent fermes et définitifs pour la durée totale d'exécution du marché.

ARTICLE 13 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Le marché ne prévoit pas de garanties financières au sens des articles R.2191-32 à R.2191-44 du code de la commande publique.

ARTICLE 14 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Article 14.1 MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement administratif.

Article 14.2 AVANCE

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement de l'avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxe (HT) et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la notification du marché.

Cette avance est égale à 10% du montant initial toutes taxes (TTC) comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 10% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% ou 40 % dans le cas d'une avance à 30% du montant TTC du marché.

Article 14.3 CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Le Titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5 % (cinq pour cent) du montant T.T.C. de chaque acompte.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R.2191-36 et suivants du code de la commande publique.

Cette garantie doit être constituée en totalité et présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant au 1er acompte. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée au plus tard à la date à

laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le Titulaire a la possibilité, durant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande, constituée pour le montant du marché. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Article 14.4 **ACOMPTES – PAIEMENTS PARTIELS**

Chaque partie technique fera l'objet :

- Du versement d'une avance égale à 10% du montant en euros hors taxes de la partie technique concernée, précisé en annexe financière. Le droit à cette avance est déclenché par l'ordre de commencement d'exécution de la partie technique émis par le pouvoir adjudicateur ;
- D'une retenue de garantie égale à 5% du montant en euros hors taxes de chaque acompte. Cette retenue de garantie sera libérée après réception du livrable attendu et décision de réception du pouvoir adjudicateur (cf. article 17 du présent CCAP) ;
- D'un versement périodique à réception sans réfaction de chaque livrable pendant la période d'exécution de la partie technique concernée selon la quote-part suivante :

Partie technique	Quote-part à verser à la réception sans réfaction de chaque livrable
Accompagnement dans la définition de la stratégie réglementaire	35%
Accompagnement opérationnel dans la constitution du/des dossier(s) réglementaire(s)	35%
Mise en place d'un Système de Management de la Qualité répondant aux exigences de l'ISO 13485 : 2016	30%

Ces quotes-parts tiennent compte de la part d'avance et de la retenue de garantie décrite ci-dessus.

Article 14.5 **PAIEMENT**

ARTICLE 14.5.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser. Le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

ARTICLE 14.5.2 PRESENTATION DES FACTURES ELECTRONIQUES

Les factures sont transmises sous forme électronique, conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, le Pouvoir Adjudicateur rejette la facture après

avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

En cas de facture faisant suite à l'émission d'un bon de commande, le numéro du bon de commande et le code du service sont mentionnés dans le bon de commande notifié au Titulaire.

Le numéro SIRET du Pouvoir Adjudicateur à indiquer dans les factures, ainsi que le code du service permettant de connaître le lieu de dépose des factures sous Chorus Pro, sont renseignés en page de garde du présent document [rubriques A et C] ou, en cas de groupement de commandes, en annexe du C.C.A.P.

ARTICLE 14.5.3 MENTIONS A FAIRE FIGURER DANS LA FACTURE

Après exécution des prestations, le Titulaire du marché présentera à la Direction ou au Pôle concerné, une facture où devront figurer, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La dénomination sociale, numéro SIRET et adresse du Titulaire,
- La désignation sociale et adresse du destinataire de la facture, numéro SIRET,
- La mention du code du service en charge du paiement,
- Le numéro de facture,
- Le numéro de marché et son objet,
- Le cas échéant, le numéro du bon de commande en vertu duquel la facture est émise,
- L'identité bancaire ou postale telle que précisée sur l'acte d'engagement,
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

ARTICLE 14.5.4 TRAITEMENT DES FACTURES

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le représentant légal du Pouvoir Adjudicateur identifié en page de garde du présent document [rubrique C], en cas de groupement de commandes, en annexe du présent document.

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du code de la commande publique. Conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 50 jours pour les établissements publics de santé et à 30 jours pour les groupements de coopération sanitaires, à compter de la date de réception de la facture par les services du Pouvoir Adjudicateur ou, si l'admission des prestations intervient à une date postérieure à la réception de la facture, à compter de la date d'admission des prestations.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

En particulier, aucune facture ne sera réglée si elle contient des tarifs ajustés ou révisés d'office par le Titulaire, sans avoir fait l'objet d'une demande préalable acceptée par le Pouvoir Adjudicateur selon la procédure décrite à l'article consacré aux variations de prix.

Les coordonnées du comptable assignataire des paiements figurent en page de garde du présent document [rubrique C] ou, en cas de groupement de commandes, en annexe du présent document. Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

L'attention du Titulaire est appelée sur les retards de mandatement générés par son fait et, notamment, par sa carence à produire les pièces nécessaires à la mise à jour administrative de l'accord-cadre et/ou l'absence

d'informations concernant les coordonnées du Titulaire. Tous les motifs de retards imputables au Titulaire suspendront de plein droit le délai de paiement.

Le paiement du marché s'effectue grâce aux crédits inscrits à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de l'établissement ou de chaque établissement en cas de groupement de commandes.

Article 14.6 INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITE FORFAITAIRE POUR FRAIS DE RECouvreMENT

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Ce taux est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 15 MOYENS HUMAINS

Les effectifs nécessaires pour l'exécution des prestations sont fixés par le titulaire dans l'offre technique.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté aux prestations devra être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des prestations prévues au présent marché. En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations ou du délai des réalisations, le titulaire augmentera à ses frais, en cours d'exécution du marché, le nombre de personnes affectées à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

De plus, l'acheteur peut exiger le remplacement immédiat de tout agent dont il ne s'estime pas satisfait.

ARTICLE 16 UTILISATION DES RESULTATS

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit, les bases de données, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, documents écrits ou graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché, et, plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité.

Les tiers qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumis aux mêmes obligations que l'acheteur pour l'utilisation des résultats sont : sans objet.

Le titulaire concède, à titre non exclusif, à l'acheteur et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, notamment les plans et photographies, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du titulaire. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et vaut pour le monde entier.

L'auteur jouit également du droit au respect de son œuvre. Ce droit autorise l'auteur à faire sanctionner toute altération ou dénaturation de son œuvre, à l'exception de celles qui sont rendues strictement indispensables par des impératifs esthétiques, techniques ou de sécurité publique, légitimés par les nécessités du service public et notamment la destination de l'ouvrage ou son adaptation à des besoins nouveaux.

Par dérogation à l'article 35.3.2 du CCAG/PI, le titulaire ne peut librement publier les résultats que sous réserve des obligations de confidentialité fixées au présent CCAP et de l'accord express et préalable de l'acheteur.

Le cas échéant, l'acheteur se prononcera sur son accord quant à la mention de son nom lors de la publication.

L'acheteur ou le tiers désigné ne prévoient pas d'exploitation commerciale des résultats.

ARTICLE 17 PENALITES

Article 17.1 GENERALITES

Les stipulations ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG/PI.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités peuvent être appliquées sur simple constat sans que le titulaire ne soit invité à présenter ses observations.

Toutes les pénalités peuvent être appliquées par précompte sur les acomptes, avant même le terme du délai global d'exécution.

Les pénalités sont exprimées en € HT

Article 17.2 PENALITES DE RETARD

Si le Titulaire ne respecte pas les délais d'exécution des prestations prévus dans le marché, ou les délais de restitution des livrables, il encourt une pénalité de retard d'un montant de 150 € par jour calendaire de retard.

Article 17.3 PENALITES POUR NON REMPLACEMENT D'UN MEMBRE DE L'EQUIPE

En cas de non remplacement de la personne chargée de la conduite des prestations, dans le délai mentionné à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent document, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de 100 € par jour calendaire de retard.

Article 17.4 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES LIVRABLES

Le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire équivalente à 10 % du montant total en euros TTC de chaque partie technique comme précisé en annexe financière et par jour calendaire de retard dans la remise des livrables attendus pour chaque partie technique. Le calcul du délai de retard se fera au regard de la date d'envoi par tout moyen de donner date certaine de l'ordre de commencement d'exécution des prestations par le pouvoir adjudicateur et par la date de réception desdits livrables à l'adresse de livraison indiqué

Article 17.5 Absence ou retard aux réunions sur convocation

En cas de retard de plus de quinze (15) minutes ou d'absence du Titulaire aux réunions pour lesquelles sa présence est requise et pour lesquelles il a été dûment convoqué, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par absence.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de remettre ces pénalités s'il juge que l'absence ou le retard est dû à des causes indépendantes de la volonté du Titulaire ou n'a pas d'incidence notable sur le déroulement des prestations.

Article 17.6 PENALITES POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

En cas de manquement aux obligations de confidentialité, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de 1000 € par manquement constaté.

ARTICLE 18 MESURES COERCITIVES - RESILIATION DU MARCHE

Article 18.1 MESURES COERCITIVES

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, l'acheteur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf pour les marchés intéressant la défense ou en cas d'urgence, n'est pas inférieur à 7 jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, l'acheteur se réserve le droit de confier à un tiers l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché, aux frais du titulaire, lorsque ce dernier n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. L'exécution aux frais et risques des prestations ne vaut pas résiliation de l'accord cadre.

Le marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 18.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

L'acheteur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

Dans ce cas, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes des parties techniques entamées, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Article 18.3 RESILIATION POUR FAUTE

L'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas et les conditions au CCAG.

Lorsqu'elle est requise, la mise en demeure informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Le délai d'exécution est précisé dans la mise en demeure et ne peut être inférieur à 5 jours ouvrés.

Article 18.4 EFFETS DE LA RESILIATION

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir.

Lorsque l'acheteur est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au titulaire les prestations à réaliser et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du marché, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui pourrait éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu obtenir de l'autre pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute notifiée au titulaire, ce dernier devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

Article 18.5 RESILIATION AUX FRAIS ET RISQUES

Conformément à l'article 27 du CCAG/PI, l'acheteur se réserve le droit de confier à un tiers l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché, aux frais du titulaire, en cas de résiliation pour faute, sous réserve que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Le marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 18.6 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le marché est scindé en plusieurs parties techniques.

L'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 19 OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Article 19.1 NATURE DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché et notamment que le titulaire

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Chaque partie technique fait l'objet d'opérations de vérifications.

Article 19.2 DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les opérations de vérifications sont effectuées par l'acheteur dans un délai de 2 mois à compter de la livraison des prestations à l'acheteur.

Article 19.3 DECISION APRES VERIFICATION

ARTICLE 19.3.1.1 ADMISSION TACITE

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet. A défaut, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

ARTICLE 19.3.1.2 ADMISSION EXPRESSE

Le point de départ du délai de vérification des prestations est la date de remise ou la date de livraison des prestations à l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérifications, l'acheteur prend une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet.

ARTICLE 19.3.1.3 AJOURNEMENT

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG/PI, cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans un délai de 10 jours ouvrés.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 2 jours ouvré, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de 10 jours ouvrés courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 2 jours ouvré ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de 10 jours ouvrés vaut décision de rejet des prestations.

ARTICLE 19.3.1.4 ADMISSION AVEC REFACTION

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG/PI, en cas de décision de d'admission avec réfaction, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour présenter ses observations.

Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose de 15 jours calendaires pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

ARTICLE 19.3.1.5 REJET

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Article 19.4 ASSURANCES

Le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) occasionnés par l'exécution du marché et ce, en application de la réglementation en vigueur.

Il est fait application de l'article 9 du CCAG/PI. Cependant, à chaque renouvellement de sa police, le Titulaire devra fournir au Pouvoir Adjudicateur la nouvelle attestation d'assurance et ce, pendant l'intégralité de la durée du marché.

Le Titulaire s'engage à avertir le Pouvoir Adjudicateur de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

Article 19.5 OBLIGATION DE SECURITE

Le Titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, et notamment à celles issue du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, à charge pour le Titulaire de les communiquer à son personnel.

Article 19.6 PROTECTION DES DONNEES ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

ARTICLE 19.6.1 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA MISE EN ŒUVRE DU R.G.P.D.

N.B. Lorsque l'objet du marché implique de confier au Titulaire la gestion d'un traitement de données personnelles (exemple : liste de patients avec noms, prénoms, adresse... ; liste du personnel CHU, etc...) une clause dite « R.G.P.D. » doit désormais être obligatoirement insérée dans le marché en application de la réglementation européenne.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter le règlement UE n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, le « Règlement Général sur la Protection des Données » ou « R.G.P.D. ») ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « loi informatique et libertés »).

Le Pouvoir Adjudicateur a nommé un délégué à la protection des données à caractère personnel (ci-après le D.P.O.) interlocuteur désigné du sous-traitant concernant la protection des données : Dr. Jean-Pierre CAMBUS, dont l'adresse est : dpo@chu-toulouse.fr

Il est rappelé que pour l'interprétation du présent article :

- L'expression « sous-traitant », au sens du R.G.P.D., désigne le Titulaire du marché,
- L'expression « responsable de traitement », au sens du R.G.P.D., désigne le Pouvoir Adjudicateur.

Pour l'application du présent contrat, le Titulaire est autorisé à traiter des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir Adjudicateur dans les conditions décrites ci-après.

ARTICLE 19.6.1.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT

La description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance figure dans le C.C.T.P. du marché.

ARTICLE 19.6.1.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la durée du marché ;

2. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
3. traiter les données conformément aux instructions documentées figurant dans le marché ;
Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
 - prennent connaissance de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (P.S.S.I.) du Pouvoir Adjudicateur ainsi que de la charte d'utilisation du Système d'Information à destination des titulaires de profils à pouvoir, dans sa version en vigueur pendant l'exécution du marché ;
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
7. sous-traitance : le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques à condition d'avoir sollicité préalablement l'accord du Pouvoir Adjudicateur, au moyen d'une notification écrite mentionnant les activités sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et la durée du contrat de sous-traitance. Il incombe au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du R.G.P.D. Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat, pour le compte du responsable de traitement. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties sus évoquées. Le Pouvoir Adjudicateur peut refuser par une décision expresse l'agrément d'un sous-traitant qui ne présenterait pas des garanties suffisantes en la matière. Le Titulaire demeure pleinement responsable, devant le Pouvoir Adjudicateur, de l'exécution de ses obligations par son sous-traitant.

ARTICLE 19.6.1.3 EXERCICE DE LEURS DROITS PAR LES PERSONNES CONCERNEES

Il appartient au Pouvoir Adjudicateur de fournir, au moment de la collecte de données, l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement qu'il réalise. La formulation et le format de l'information sont définis par le Pouvoir Adjudicateur.

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le Pouvoir Adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'information, d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@chu-toulouse.fr.

ARTICLE 19.6.1.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au Pouvoir Adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance à l'adresse suivante : dpo@chu-toulouse.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Pouvoir Adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à la Commission Nationale Informatique et Libertés (C.N.I.L.).

ARTICLE 19.6.1.5 ASSISTANCE DU TITULAIRE VIS-A-VIS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le cas échéant, le Titulaire assiste le Pouvoir Adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

ARTICLE 19.6.1.6 MESURES DE SECURITE

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées et adaptées au risque, telles que prescrites par le C.C.T.P. et ses annexes ou telles que décrites dans son offre, parmi celles listées à l'article 32 du R.G.P.D.

Le Titulaire est réputé se conformer à ses obligations en matière de sécurité, s'il indique avoir élaboré un code de bonne conduite adopté sur le fondement de l'article 40 du R.G.P.D. ou bénéficier d'une certification accordée sur le fondement de l'article 42 du R.G.P.D.

ARTICLE 19.6.1.7 SORT DES DONNEES

Au terme de la prestation de services relative au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au Pouvoir Adjudicateur ou au nouveau Titulaire du marché, en fonction des instructions données par le Pouvoir Adjudicateur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

ARTICLE 19.6.1.8 DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Le Titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du R.G.P.D.

ARTICLE 19.6.1.9 REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT

Le sous-traitant doit tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Pouvoir Adjudicateur comprenant l'ensemble des éléments listés à l'article 30 du R.G.P.D.

ARTICLE 19.6.1.10 DOCUMENTATION

Le Titulaire met à la disposition du Pouvoir Adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Pouvoir Adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 19.6.1.11 OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à :

1. Fournir au Titulaire les données nécessaires pour permettre le traitement objet du marché ;
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le R.G.P.D. de la part du Titulaire ;
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

ARTICLE 19.6.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

ARTICLE 19.6.2.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

NOTA : avoir à l'esprit que le CCAG/PI prévoit que seules les informations signalées comme étant confidentielles au moment de leur transmission sont protégées. Une clause générale et illimitée de confidentialité est inefficace en cas de contentieux (plusieurs jurisprudences en ce sens).

En complément de l'article 5 du CCAG/PI, les Parties conviennent des stipulations suivantes :

Les données confidentielles sont les informations, documents, outils informatiques ou éléments de toute nature, signalés par l'une des parties comme présentant un caractère confidentiel, relatifs, notamment, aux moyens à

mettre en œuvre pour l'exécution du marché ou au fonctionnement des services du Titulaire ou du Pouvoir Adjudicateur.

Les personnes habilitées, pour chaque partie, à recevoir, communiquer et transmettre les données confidentielles, sont les représentants identifiés à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent C.C.A.P.

Le Titulaire s'engage à faire respecter les obligations de confidentialité par son personnel, ses préposés, sous-traitants, cotraitants, entreprises liées, conseils et prestataires, susceptibles d'intervenir à un moment quelconque dans l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage :

- à ne pas divulguer ou retransmettre à des personnes physiques ou morales non autorisées les données confidentielles dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché ;
- à ne pas copier, modifier ou altérer ces données confidentielles, au-delà de ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du présent marché ;
- à ne pas conserver de copies des données confidentielles transmises au cours de l'exécution du marché après la fin de l'exécution du marché ;
- à ne pas utiliser les informations, documents et outils informatiques mis à sa disposition à d'autres fins que celles spécifiées dans le présent marché.

Si le Titulaire est amené à effectuer ou à connaître un traitement de données personnelles, le Titulaire se conforme aux dispositions de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment aux obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité des données personnelles.

En cas de violation des obligations de confidentialité, le Titulaire s'expose à l'application de pénalités telle que définies au présent document.

Nonobstant l'application des pénalités, en cas de violation grave ou répétée de ces obligations et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues au titre de l'article 226-13 du code pénal, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Les obligations de confidentialité devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché et ce pour une durée de dix (10) ans.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics, notamment les informations et documents déjà en possession du Titulaire, ceux élaborés de façon indépendante par le Titulaire en dehors du cadre de ce marché, voire obtenus de tiers par des moyens légitimes.

ARTICLE 19.6.2.2 OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage pour sa part :

- à respecter le caractère confidentiel des données protégées par le secret industriel et commercial, notamment des méthodes, procédés, et savoir-faire employés par le Titulaire, que celui-ci aurait désigné comme telles dans le cadre de l'exécution du marché,
- à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

ARTICLE 20 TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte du marché est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 21 DIFFERENDS ET LITIGES

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 43 du CCAG/PI.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

ARTICLE 22 DEROGATIONS AU CCAG/PI

L'article 3.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG/PI ;

L'article 3.3 du présent CCAP déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/PI ;

L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI ;

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 35.3.2 du CCAG/PI ;

L'article 15 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/PI ;

L'article 17.3.1.3 du présent CCAP déroge à l'article 29.2.1 du CCAG/PI ;

L'article 17.3.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 29.3 du CCAG/PI ;